

Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1979)

“Déprofessionnalisation, pratique sociale et savoir-faire”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

“**Déprofessionnalisation, pratique sociale et savoir-faire**”. Un article publié dans la revue **Critères**, Montréal, no 26, 1979, pp. 131-146.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]



Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 15 avril 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Table des matières

[Introduction](#)

[L'envers et l'endroit de l'évolution professionnelle récente](#)

[L'envers](#)

[L'endroit](#)

[Un néo-professionnalisme méconnu : la nouvelle classe](#)
[Pour une pratique sociale pertinente, cohérente, efficace](#)

[Six conditions](#)

[Des questions à résoudre](#)

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

“Déprofessionnalisation,
pratique sociale et savoir-faire”.



Un article publié dans la revue **Critères**, Montréal, no 26, 1979, pp.

Jacques Grand'maison *

“Déprofessionnalisation, pratique sociale et savoir-faire”.

Un article publié dans la revue **Critères**, Montréal, no 26, 1979, pp. 131-146.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

On ne saurait mettre en regard la déprofessionnalisation, la pratique sociale et le savoir-faire sans procéder à un examen sérieux de ce qui arrive chez nous et ailleurs, particulièrement dans les sociétés occidentales.

Bien sûr, plusieurs démarches sont possibles.

1. Je pense à la critique des idéologies sous-jacentes à des réalités qui semblent neutres au départ : la science, la technologie, l'expertise professionnelle. Or, on sait bien que dans leur exercice celles-ci portent des pouvoirs en amont et des intérêts en aval, souvent mieux camouflés que ne le sont les pouvoirs et les intérêts des jeux économiques et politiques.

Récemment, il y avait grève des chercheurs du M.I.T., non pas sur les conditions de salaire ou même de travail, mais sur les objectifs de recherches qu'ils devaient poursuivre, sur le champ idéologique qui sustentait les choix : v.g. production d'armes et de gadgets de luxe

* Professeur, Université de Montréal ; auteur de nombreux ouvrages dont *La nouvelle classe et l'avenir du Québec*, Montréal, Alain Stanké, Éditeur, 1979.

sans aucune hiérarchie de valeurs ou de besoins. C'est une conscience professionnelle articulée à un jugement politique honnête qui fondait leur critique idéologique.

2. D'autres se préoccupent davantage d'examiner les formes possibles de problématique sociale ou le renouvellement d'une problématique sociale sans pour cela ignorer les requêtes de la première démarche. Mais ils mettent davantage l'accent sur l'exploration d'autres scénarios possibles, sur des projets porteurs d'un autre système social ou d'un système social autre.

Il faut bien avouer, par ailleurs, que ces tentatives de solution globale de rechange, en Occident, perdent vite de vue le pays réel pour se loger dans l'utopie de nulle part, sinon dans un monde restreint d'initiés. La masse des citoyens ne trouve aucun air de famille dans ces modèles purs de technologie douce, d'autogestion, de commune, de collectif déprofessionnalisé et quoi encore !

Quant aux esprits plus politiques qui discourent sur la nécessité d'un nouveau contrat social, d'une société nouvelle, ils nous en tracent une figure bien vague.

3. Je privilégie une troisième démarche qui se refuse à séparer une intelligence critique d'un champ historique très complexe, un essai de problématique, une expérimentation de pratique sociale et une pédagogie politique judicieuse.

C'est ce' que m'a enseigné ma petite expérience dans divers projets collectifs depuis une vingtaine d'années. Oh ! une expérience bien modeste en regard des énormes défis du tournant actuel ; une expérience qui n'est pas ma propriété, bien au contraire, puisqu'elle a été vécue d'abord dans divers équipes et groupes d'intervention où j'ai plus reçu que donné ; une expérience limitée, mais intéressante par le fait qu'elle s'est déroulée sur des terrains où l'on pouvait difficilement se payer de mots.

Une question centrale n'a cessé de l'habiter dans ses divers essais, dans sa continuité, ses ruptures et ses dépassements, à savoir : qu'est-ce qui fait une pratique sociale pertinente, cohérente et efficace ? Quelles conditions faut-il conjuguer ? Y a-t-il une sorte d'économie humaine de base à respecter ? Quels rôles y jouent les impondérables

du jeu des libertés, les traits culturels spécifiques et un champ historique toujours situé ?

On voudrait ramener la pratique sociale à la netteté logique d'un processus scientifique ou technologique. C'est ainsi que les sciences humaines ont été de plus en plus décalées par rapport aux changements précipités et de tous ordres : psychologiques, sociaux, culturels, économiques, politiques et autres. Les logiques et expertises professionnelles, elles aussi, ont connu le même écart grandissant.

D'où la tentation de se replier dans la sécurité des schèmes des sciences exactes physiques et biologiques qu'on extrapole en pratique sociale puis en anthropologie. À ce chapitre, la fin du XXe siècle ressemble étrangement à celle du XIXe siècle. Les jalousies de l'homme sont décrétées identiques à celles du canard cendré de Lorenz. Pire encore, l'analyse chimique du mortier, à la limite, pourrait nous expliquer les cathédrales.

Le procès montant des experts, des professionnels n'est pas dû seulement à certaines erreurs, à certaines faillites parfois gigantesques. J'entends des gens très simples qui y voient la forme la plus poussée de désappropriation de ce qu'ils ont de proprement humain, de leur personnalité, de leur expérience, de leur jugement, de leur savoir-faire, et même de leur parole. Quelqu'un me disait récemment qu'il était allé à la clinique médicale, que le médecin avait procédé à quelques tests et qu'il en était sorti sans avoir pu échanger une seule phrase avec le médecin. On est ici aux antipodes d'une pratique sociale. C'est de la barbarie professionnelle, fût-elle la plus scientifique.

Le drame a aussi des dimensions politiques. Qu'advient-il de l'exercice démocratique, du rôle effectif des citoyens dans l'orientation de la société et de ses institutions, dans les choix politiques, etc. ? Les élus eux-mêmes n'y échappent pas.

Most citizens are hostage to the superior knowledge of the expert : the professional, the scientist, the engineer, the specialist ... Such a trend is bound to raise questions about the future of popular rule. (F. Trippett)

Et quand le terrain scientifique lui-même devient chargé d'incertitudes et de menaces, comme dans le cas de Three Miles Island, on commence à parler de « Science anxiety ». Faut-il pour cela

disqualifier la science, la technologie, la compétence professionnelle, même si on a de bonnes raisons quotidiennes pour contester radicalement un professionnalisme qui réduit les hommes à un pur statut de « clients » tout en se prétendant seul définitif sérieux des besoins ? Comment ne pas y voir une stratégie semblable à celle du capitalisme commercial ?

Il y a donc ici des ambivalences, un envers et un endroit que je voudrais évoquer en poursuivant deux objectifs : d'abord, les deux côtés de la médaille du phénomène de déprofessionnalisation ; puis, la cueillette en cours de route de matériaux nécessaires à la construction de pratiques sociales pertinentes, cohérentes et efficaces.

L'envers et l'endroit de l'évolution professionnelle récente

L'envers

[Retour à la table des matières](#)

1. La plupart des congrès des divers corps professionnels depuis deux ou trois ans inscrivent dans leur programme un temps de réflexion critique et qualitative sur la situation d'ensemble de la société, sur l'évolution des institutions et des milieux où s'exerce l'activité professionnelle concernée, sur la pratique sociale comme telle. Je constate la même préoccupation dans les programmes des diverses facultés de nos universités.

2. Plus révélateur et plus utile encore m'apparaît un deuxième indice que je tire des expériences intéressantes qui semblent avoir un attrait marquant dans bien des milieux ; expériences qui portent une conscience, une démarche et un objectif de fond semblables, à savoir : une prise de distance face aux rituels rigides administratifs, syndicaux ou professionnels qui en sont venus tantôt à se neutraliser mutuellement, tantôt à s'ignorer au point d'obscurcir la vocation propre de l'institution et de marginaliser la clientèle qui en est la raison d'être. Bref, des boîtes organisées uniquement en fonction du

personnel, des boîtes empêtrées dans un système d'autoreproduction de conflits sans issue, des boîtes où tout le monde travaille avec une gueule de bois.

Or, voici que des initiatives nouvelles naissent, à ras de quotidienneté, en dehors des rituels précités, autour de tâches communes, autour d'objectifs qui valent par eux-mêmes. On oublie un moment les statuts des uns et des autres, les filières institutionnelles, les corridors idéologiques, les chasses gardées de juridiction ou de compétence. On développe plutôt une stratégie bien orchestrée des talents et des habilités, des moyens les plus susceptibles d'atteindre certains objectifs pertinents et féconds. L'initiative vient d'un individu ou d'un groupe, d'une équipe administrative ou syndicale, d'un *task force* transdisciplinaire, d'un groupe d'usagers ou de travailleurs. On se rend compte tout d'un coup que les instances administratives, syndicales et professionnelles dans le contexte actuel brisent toute cohésion minimale de base, empêchent le façonnement d'une vraie pratique sociale, assèchent l'imagination, le talent, le savoir-faire, l'apport des commettants eux-mêmes, bref les richesses d'un champ humain quotidien assumé à partir de lui-même.

Une institution, un chantier, un mouvement social valent par la qualité des « nous » quotidiens où se déroule l'action. *Where the action is*. Là d'abord se définissent les nouvelles compétences communes. Peut-être fallait-il passer par une première étape centrée sur les compétences particulières, avant d'en arriver à ce saut qualitatif des compétences communes. Les énormes frustrations au travail comme les nouvelles sensibilités psychologiques et culturelles constituent un terrain propice à un tel tournant, mais il y a plus.

3. La déprofessionnalisation n'est pas étrangère à un renversement de perspective encore bien peu perçu. En effet, les grands débats de société, d'institutions et d'idéologies politiques passent de plus en plus par les expériences de base le projet de vie, l'itinéraire d'éducation, la redéfinition du travail, des rapports fondamentaux et des cadres de vie. Bien sûr, on s'intéresse à la politique-spectacle sur l'écran du téléviseur, mais le centre de gravité n'est pas là ; il est plutôt dans le projet de vie, d'éducation, de travail, dans un champ social souvent très restreint, mais plus qualitatif : changer la vie qui est à portée de la main ; après, on verra pour les grosses structures, la politique.

Le projet de vie et l'ensemble des expériences de base précitées font éclater un processus d'identification centrée jusqu'ici sur le métier, sur la profession et son contexte institutionnel.

Ne sont-ce pas là deux autres indices qui nous rapprochent de la pratique sociale, qui passent tous deux par un ensemble organique d'expériences de base ? Nous ne voulons plus séparer ce que nous sommes intérieurement, nos activités, nos rapports quotidiens, nos appartenances institutionnelles ou autres, nos options politiques. Mais cette fois le mouvement est d'en bas, il est organique ; il défie les solutions descendantes et mécaniques de la société tayloriste qui a gardé une division très rigide du travail, de la vie, de la cité, malgré les apparences contraires des derniers temps. C'est peut-être un renversement gigantesque de perspective qui s'amorce. Mais on n'en est pas encore à des pratiques sociales capables de l'assumer.

Je me demande si la révolution féministe qui va du corps réapproprié jusqu'au changement politique n'est pas à l'avant-garde de ce renversement de perspective, peut-être plus important que ceux des révolutions des derniers siècles. La femme commence à peine à dire son premier mot public. Elle porte des richesses qui font éclater nos corridors idéologiques et en particulier notre professionnalisme masculin souvent étroit, sectoriel et mécanique. De nouvelles organicités humaines sont à inventer. Hélas ! nous n'avons que des modèles biologiques pour nous guider, je crois que cela ne suffit pas. J'y reviendrai.

Mais notons tout de suite l'absence d'une pédagogie sociale qui permette à l'individu toujours le même de se retrouver d'une instance professionnelle ou institutionnelle à l'autre. L'éclatement social et mental actuel n'y est pas étranger. Voyez comment dans nos grandes réformes récentes, nous avons négligé les fonctions de suivi, d'interdépendance, de cohérence, d'unité, non seulement entre les grands champs d'intervention, mais jusque dans les unités locales où on devrait s'attendre à une intégration minimale des interventions.

4. Je trouve une quatrième piste de déprofessionnalisation dans une dramatique bien connue qu'on pourrait appliquer à toutes nos sociétés occidentales. Il s'agit du film : *Vol au-dessus d'un nid de coucou* (*Flying over the coucou's nest*). Voilà des experts qui ne semblent rien comprendre à ce qui se passe dans le groupe des patients. Bien sûr, il y a ici une question de pouvoir. Mais le problème est plus grave. On a

l'impression que les professionnels, en l'occurrence, sont devenus des analphabètes incapables de discerner la moindre pratique sociale interne à la vie quotidienne du groupe, incapables d'en saisir la personnalité, l'originalité, incapables d'imaginer un autre leadership différent du leur, etc.

J'ai retrouvé la même dramatique à Tricofil, cette douloureuse mais passionnante tentative d'autogestion. J'y ai vu défiler cinq firmes de consultants professionnels qui venaient plaquer leur rationalité administrative, technique ou autre sur une institution, une communauté de travail qui avait pourtant sa personnalité propre et un projet original. Ces professionnels voulaient l'adapter à leur technologie, plutôt que l'inverse. Je découvrais que tout ce beau monde n'avait pas la moindre idée d'une pratique sociale. Le savoir-faire des travailleurs restait périphérique, sans poids ou impact véritable. Un certain professionnalisme voit les institutions, les milieux, les groupes, les individus comme si les hommes avaient tous le même visage.

Mais je dois signaler ici l'erreur inverse. Les travailleurs ont cru que leur savoir-faire portait déjà une pratique sociale. J'y ai cru moi-même. Cette illusion leur a joué un mauvais tour. En effet, il a fallu piétiner et trébucher avant d'en arriver à ce qu'ils bâtissent leurs règles du jeu, à ce qu'ils les respectent et les rendent efficaces selon leur projet collectif. C'est pourtant l'abc d'une pratique sociale. Et nous sommes encore loin de cet accès des travailleurs à la maîtrise, à la réappropriation de ce qui a été réservé jusqu'ici aux diverses expertises professionnelles.

Il en va de même dans bien des domaines où l'on a promu des objectifs comme le « s'éduquant », l'autodéveloppement, le milieu qui se prend en main, comme si les pratiques sociales correspondantes allaient de soi : « On connaît la situation, on sait quoi faire ; les professionnels, les technocrates ne sont pas de la base. » Le mot clé est lancé. La base sociale serait déjà constituée, pleinement consciente d'elle-même, solidaire, nantie des moyens propres à son autoconstruction ; elle sait ce qu'elle veut et elle peut ce qu'elle veut. Allez-y voir !

Nous avons entretenu, ces derniers temps, d'énormes malentendus en matière de pratique sociale nouvelle, et cela dans toutes les grandes réformes récentes comme dans la plupart des expériences qui croient

les dépasser. À témoin, ce monde professionnel de l'enfance exceptionnelle (plus de 200 spécialités) particulièrement volubile sur l'autodéveloppement, mais encombré de spécialistes et d'instances parallèles où le même enfant est trimbalé d'un bureau à l'autre sans trouver quelque part un lieu d'intégration minimale, une personne qui assure un quelconque suivi.

Certains discours de gauche ne font pas mieux en se limitant à une critique idéologique globale dont on ignore encore la pratique sociale correspondante ; discours d'autant plus mystificateur qu'il se présente comme le seul définitif, ou pire encore le seul possesseur d'une pratique qu'il n'a même pas encore inventée. En tout cas, les expériences nouvelles en matière de pratique sociale ne viennent sûrement pas de lui.

L'endroit

[Retour à la table des matières](#)

Mais il y a l'autre côté de la médaille, à savoir les disqualifications de la dimension professionnelle, qu'on a connues récemment.

1. Par exemple, au début de la réforme de l'éducation, l'emprunt et l'imposition d'un schéma administratif de type industriel a marginalisé l'apport professionnel des enseignants. Ceux-ci ont dû adopter un syndicalisme lui aussi de type industriel. Ainsi, l'instance professionnelle n'a pu jouer son rôle dans la redéfinition de nouvelles pratiques sociales en éducation, particulièrement au chapitre de la pédagogie. Celle-ci, en l'occurrence, déborde l'apprentissage de connaissances et de techniques, si l'on accepte de la situer dans l'ensemble de la construction de l'individualité et de la socialité, dans un style particulier d'éducation, d'institution et de société.

2. Un deuxième indice de disqualification relève de tout l'appareil techno-bureaucratique. Par exemple, au Ministère des affaires sociales, plus de la moitié des cadres n'ont pas le minimum d'expérience correspondant au champ professionnel des praticiens de la base, là où les politiques sociales sont en exercice quotidien.

3. Le troisième indice a trait au pouvoir lui-même. L'aventure du journal *Le Devoir* en est l'illustration la plus limpide. Le message est

on ne peut plus clair : « Aucun journaliste professionnel du Québec n'est capable d'assumer la direction de cette petite boîte. » On mesure ici le danger d'idéaliser la déprofessionnalisation. Celle-ci peut légitimer ceux qui réduisent le problème à une tentative syndicale de contrôle total sur les institutions, comme si le pouvoir des administrateurs, lui, était une garantie de démocratie, comme s'il était prêt à une division des pouvoirs, comme s'il faisait une place légitime aux autres composantes démocratiques. Par ailleurs, il faut admettre qu'un militantisme étroit a pu faire bon marché, lui aussi, de la qualité professionnelle.

4. Le quatrième indice nous amène encore plus loin, puisqu'il nous révèle une légitimation d'ordre scientifique. Aux diplômés M.B.A., on dira qu'ils peuvent désormais diriger n'importe quelle institution, n'importe quel champ humain d'expérience ou d'intervention : une usine, un CEGEP, un grand magasin, un hôpital, une compagnie aérienne, un ministère gouvernemental, et pourquoi pas un diocèse. Voilà une déprofessionnalisation radicale des compétences particulières, et pire encore une réduction de toutes les institutions à un modèle unique.

Cette standardisation va jusqu'au langage, en passant par un même outil, d'analyse institutionnelle. Voyez ces consultants qui se promènent avec le même disque d'une session de formation à l'autre, dans des groupes, dans des institutions qui ont des vocations souvent très différentes. Voyez comment pareille standardisation se trouve dans les rapports d'enquête de toutes sortes, dans les *Livres blancs ou verts*.

A l'autre extrême, on constate avec ahurissement une critique idéologique aussi standardisée incapable de discerner le visage particulier de la classe qu'elle prétend défendre, incapable de nommer les valeurs, les dynamismes, les traits culturels propres à cette classe, à ces milieux.

5. Le cinquième indice est peut-être le plus grave de tous. Nous sommes passés du sens du métier et de la profession comme type idéal du travail, au « job », puis au « poste » et enfin au pur statut de salarié. Rappelons cette remarque de plus en plus fréquente : « Je vais chercher là un salaire, mais c'est ailleurs que je veux vivre et faire des choses intéressantes. » Plusieurs en viennent même à établir en principe que le lieu institutionnel quotidien ne pourra jamais être un

lieu de sens, d'expérience humaine véritable, ou encore de changement positif de la société.

Une certaine dépolitisation part de là. La difficulté d'obtenir le *quorum* dans combien d'assemblées syndicales régulières est aussi de cet ordre. Comment alors bâtir un combat politique de la communauté des travailleurs et laisser se dégrader une dynamique historique interne à l'expérience quotidienne du travail ? C'est se désintéresser de ses propres assises que de disqualifier l'enrichissement de cette expérience, sous prétexte qu'elle profite aux grands pouvoirs. Est-ce bien le cas dans les services publics par exemple ?

Il y a dans le sens du métier, de la profession plus qu'une maîtrise d'un champ de connaissances et de techniques, c'est un mode particulier de s'exprimer, de sentir, de comprendre les choses, de se relier aux autres, d'agir sur la réalité, de vivre sa vie, de se situer quotidiennement dans la société ; bref, toutes les composantes d'une pratique sociale. Il serait dommage d'identifier bêtement cette façon de concevoir la profession à un passé écoulé ou tout simplement au corporatisme.

Avant de précipiter le mouvement de déprofessionnalisation, il faudra bien évaluer ce niveau d'expérience où s'est produit un terrible appauvrissement. Comme dans bien des réformes récentes, même avec leurs progrès indéniables, des choses profondes se sont défaites et elles n'ont jamais été remplacées. Métiers et professions véhiculaient des pratiques sociales particulières qui qualifiaient aussi une identité personnelle assez nette. On ne saurait redéfinir radicalement ou évacuer ce processus social sans s'interroger sur l'énorme et long chemin à faire pour en réinventer un autre dans de nouvelles pratiques. Une longue correspondance historique entre métier, pratique sociale et savoir-faire ne se remplace pas du jour au lendemain. Il ne faut pas mettre sur le dos du professionnalisme tous les péchés, car lui aussi, il est tributaire de la société tayloriste, instrumentale, mécanique. Par ailleurs, ce ne sont pas les réponses artisanales, plus ou moins marginales et spontanéistes qui vont suffire à redéfinir une problématique, une politique, une pratique et une pédagogie sociales visées par-delà le phénomène de déprofessionnalisation. Trop de solutions dites « progressistes » n'ont fait qu'accroître les crises d'identité, la confusion mentale, l'éclatement social, sans compter le retour sécuritaire à des schèmes de village qui laissent entiers les problèmes de la ville.

Voilà l'envers et l'endroit de la déprofessionnalisation en regard des exigences d'une pratique sociale renouvelée. Mais nous ne sommes pas au bout de nos peines, comme nous allons voir dans la prochaine étape.

Un néo-professionnalisme méconnu : la nouvelle classe

[Retour à la table des matières](#)

La réalité n'a pas la logique qu'on veut lui donner. Je dirais la même chose de certains cadres critiques, de certaines grilles qui se prétendent exhaustives. Par exemple, n'y a-t-il pas un néo-professionnalisme parallèle aux phénomènes de la déprofessionnalisation ? Dans une étude récente, *La nouvelle classe*¹, j'ai essayé de cerner le processus de construction de cette nouvelle classe à travers des étapes où se logent divers groupes professionnels selon un continuum d'une récurrence quasi mécanique. L'ensemble du processus constitue en lui-même une pratique sociale très contestable qui a toutes les légitimations du progressisme ; un pseudo-progressisme contraire à toute politique de libération collective et d'autodéveloppement. Je dois y aller ici à grands traits, quitte à vous renvoyer à l'ouvrage précité.

1. Il y a d'abord les *traqueurs de besoins* souvent plus imputés que ressentis, enquêteurs professionnels, repéreurs de nouveaux clients qui alimenteront la dépendance sociale et professionnelle. À partir de leur expertise, ils se croient mandatés pour examiner la totalité d'une population, « pour identifier ceux qui appartiennent au groupe de patients potentiels, comme les banquiers internationaux diagnostiquent les maux d'un pays d'Afrique et le persuadent

¹ Jacques GRAND'MAISON, *La nouvelle classe et l'avenir du Québec*, Stanké, 1979.

d'ingurgiter la potion qu'ils prescrivent »², et cela avec la légitimation de la neutralité scientifique.

2. Puis viennent les *communicateurs* qui diffusent, vulgarisent ces résultats d'enquête. Je me souviens de cet ouvrier militant qui me disait : « Depuis deux ans, des dizaines de chercheurs et de reporters nous sont passés sur le corps, nous avons adopté leurs yeux, leur bouche, leur vocabulaire, leur façon de voir les choses. »

3. Les besoins sociaux traqués, imputés, publicisés ne s'imposent pas d'eux-mêmes, il faut des *conscientisateurs*, des animateurs, des « permanents » de la militance persuasive avec leur grille, ou encore des « consultants » qui enferment votre parole comme votre expérience dans leurs instruments d'analyse aussi abstraits que sophistiqués.

4. Puis s'amènent les *spécialistes ad hoc*, qui contribuent à créer la société de l'hyperservice correspondant au supermarché. Serviteurs du peuple, pourvoyeurs de service aussi soucieux du bien-être des clients que ne le sont les marchands. Comme dit encore Illich, « ils sont plus profondément retranchés qu'une bureaucratie byzantine, plus internationaux qu'une Église, plus stables qu'un syndicat, plus capables qu'un sorcier et plus accrochés à leurs clients qu'une mafia. »³ Je ne retiens qu'une seule conséquence, la poussée corporatiste récente qui voudrait même nous empêcher de réparer notre propre maison.

5. Les besoins traqués, imputés, publicisés, conscientisés, spécialisés doivent trouver une légitimation, une *sanction juridique*, pour que tous ces professionnels n'aient pas trop l'air de s'investir eux-mêmes d'une mission. Du besoin professionnellement avéré, on passera au droit qui lui-même sera avalisé par une loi. Ici règnent les avocats et tout le parajuridique, les professionnels de la codification du contrat, de la convention collective. On ne saura plus s'en passer pour acheminer des transactions sociales raffinées à souhait.

6. Enfin, arrivent les *commis de l'État* appelés à jouer leur rôle à leur tour, avec les *hommes politiques*. On critique habituellement cette étape comme si elle était la source des cinq autres. Beaucoup de

² Ivan ILLICH, *Le chômage créateur*, p. 45.

³ Ivan ILLICH, *Op. cit.*, p. 41.

pouvoirs se sont imposés, même avant celui des fonctionnaires, boucs émissaires des maux qu'on loge tous au gouvernement. Au dessous de celui-ci, il y a l'immense panoplie des nouveaux pouvoirs : administrateurs, spécialistes et syndicalistes professionnels qui ont des intérêts communs pour grossir à leur profit leurs sanctuaires cléricaux de bien-être, de santé, d'éducation, tous au service du peuple, bien sûr. Le fait d'être dans des institutions à but non lucratif leur confère automatiquement la vertu, le désintéressement et l'intégrité.

Faut-il rappeler avec Djilas que « la nouvelle classe tire son pouvoir, son prestige, son idéologie et ses mœurs d'une forme spécifique de propriété - la propriété collective - qu'elle gère et se distribue au nom même de la nation et de la société ». Est-ce bien la nouvelle pratique sociale visée par les promus de la Révolution tranquille ? Elle n'aboutira jamais à un peuple capable de faire son histoire, sa politique, son économie. Cella vaut particulièrement au Québec et au Cana-da où les nouveaux pouvoirs se logent principalement dans le secteur public, puisque le secteur privé est dirigé surtout de l'extérieur.

Pour une pratique sociale pertinente, cohérente, efficace

[Retour à la table des matières](#)

Le bilan précédent nous empêche de céder à une idéalisation facile de nouvelles pratiques sociales dans la foulée de la déprofessionnalisation d'une part et, d'autre part, dans la valorisation tout aussi magique du savoir-faire de la base sociale. Le moment est venu de ramasser des matériaux à même ce bilan critique pour préciser l'ensemble des conditions nécessaires au façonnement de pratiques sociales pertinentes, cohérentes et efficaces.

Six conditions

1. Revoir et confronter plus sérieusement les problématiques sociales sous-jacentes à ces plaidoyers unilatéraux qui idéalisent ou

disqualifient la dimension professionnelle, qui idéalisent ou disqualifient le savoir-faire.

2. S'assurer une plus grande liberté de Critique et d'action pour assouplir les rituels actuels, qu'ils soient administratifs, professionnalistes ou syndicaux, pour se dégager aussi de corridors idéologiques que les polarisations récentes ont rétrécis davantage.

3. Reconnaître la pauvreté de la pédagogie sociale d'autodéveloppement autant chez les partisans de la déprofessionnalisation et du savoir-faire que chez les experts et les professionnels de tous ordres.

4. Redonner à la pratique sociale ses coordonnées inséparables, à savoir un champ humain d'expérience qui a trouvé ses formes propres d'expression, de compréhension, de solidarité et d'action. Cela vaut pour les professionnels intervenants comme pour les commettants qui veulent se prendre en main. Une authentique pratique sociale fédère chez un même individu, chez un groupe, un milieu, une institution, une profession ou une classe - elle fédère un ensemble organique de savoir-vivre-penser-sentir-partager et agir. Quand une démarche professionnelle ou un mouvement social respecte cette économie humaine, on arrive souvent à des résultats libérateurs et créateurs.

5. Tenir compte aussi de la profonde révolution culturelle des derniers temps. Elle passe chez la plupart des gens par la redéfinition de leur projet individuel, de leur champ quotidien d'expériences. Voici que ces nouveaux « je » commencent à vouloir se déprivatiser, à se chercher des « nous », des pratiques sociales, des expériences de travail, des formes institutionnelles correspondant à cette révolution culturelle en quête d'une nouvelle organicité humaine plus unifiée, mieux intégrée et en même temps ouverte au renouvellement, au dépassement, à la créativité, capable aussi d'assumer les ruptures et les conflits ; car l'aventure humaine, individuelle et collective est plus que son organicité de base, son économie culturelle ou son système social.

6. Il faudra aussi se méfier des oppositions simplistes entre le laser des experts et la boussole des profanes, entre les humbles chantiers de la base et le génie des ensembles. Nous avons autant besoin des uns et des autres dans le tournant historique actuel. Nous sommes en déficit des deux côtés. L'inévitable lutte de pouvoirs, d'intérêts, de classes ne doit pas nous empêcher de reconnaître que de la base au sommet et

vice versa ce double défi est très mal relevé par tous les groupes en présence ou en conflit. La médecine savante est tout aussi en crise que la médecine domestique. L'école de masse de la CEQ est tout aussi abstraite que celle du Ministère de l'éducation ou des parents catholiques.

Des questions à résoudre

[Retour à la table des matières](#)

Je suis bien conscient d'avoir à peine entamé cette question on ne peut plus complexe des rapports entre la pratique sociale, l'intervention professionnelle ou déprofessionnalisée et le savoir-faire. C'est ce qui m'amène en terminant à poser une série d'interrogations auxquelles il faudra bien répondre dans un prochain avenir.

1. Dans quelle mesure nos démarches institutionnelles de plus en plus ritualisées bloquent-elles le renouvellement ou la création de pratiques sociales plus fécondes ? Pour le moindre changement qualitatif, il faut passer par une forêt inextricable de normes administratives, syndicales, professionnelles, juridiques, budgétaires et quoi encore. Le congé de maternité, par exemple, exige une souplesse maximale de l'institution et de toutes ses instances. Plus nous allons multiplier des mesures légitimes comme celle-là, plus nous devons faire preuve de maturité, d'efficacité et de créativité institutionnelles. Or, nous en sommes très loin quand je songe au fait que la majorité des membres du personnel adoptent des comportements et poursuivent des objectifs qui ignorent trop souvent ce qui serait non viable dans n'importe quel régime.

2. Dans quelle mesure notre univers institutionnel hyperritualisé permet-il de ré-introduire les richesses particulières du champ humain qui sous-tend toute institution : savoir-faire, talents, initiatives hors-cadre, marginalités créatrices ? Que diable, il faut se demander pourquoi tant de gens ont désespéré de trouver un sens dans les circuits institutionnels quotidiens où ils vivent une grande partie de leur vie. Combien sont partout, sauf là où ils sont ?

3. Comment en sommes-nous venus à compter presque exclusivement sur les intermédiaires pour régler les moindres problèmes ? N'est-ce pas une situation qui interroge notre maturité démocratique, notre efficacité organisationnelle ? Et que dire de cette tendance récente à télescoper bien des démarches nécessaires, même la négociation, pour sauter sur la législation impérative, la sanction juridique. Voyez la pratique sociale sous-jacente à l'utilisation

massive, immédiate du droit à propos de tout. L'idée de déréglementation n'est pas pour demain.

4. Quelles sont les chances de nouvelles pratiques sociales quand la plupart des enjeux sont livrés à des batailles d'états-majors de plus en plus distants de ce que vivent, pensent et sentent les commettants ? Bien sûr, nous allons de plus en plus vers des débats de société ; mais chez les citoyens, ces débats passent avant tout par les nouveaux styles de vie d'une profonde révolution culturelle, plutôt que par les grands scénarios idéologiques reçus qui, d'ailleurs, tournent en rond, comme le souligne Gisèle Alimi dans *La cause des femmes*.

5. Cette révolution culturelle a été surtout marquée par une crise et une dynamique renouvelée de l'individualité. Quelles médiations sociales pertinentes allons-nous établir entre celle-ci et ces grosses structures abstraites, complexes et purement instrumentales de nos organisations modernes ? Faut-il poser différemment la question et penser une pratique de socialisation davantage dans le prolongement de l'individualité, de ses rapports fondamentaux, de sa quotidienneté ?

6. La dernière question n'est pas étrangère à la précédente : les initiatives récentes ont développé une pratique sociale des micro-expériences, des noyaux. Qu'en est-il d'une pratique sociale des ensembles, non seulement capable d'assumer la première, mais aussi apte à des stratégies plus larges d'autodéveloppement ? Pour éviter de tomber dans l'ornière techno-bureaucratique, il n'est pas nécessaire de refaire la paroisse ou le village d'hier.

En matière de nouvelles pratiques sociales, nous en sommes encore à l'abc, pareilles questions en témoignent. Ce serait déjà beaucoup de s'en rendre compte. Certains discours idéologiques perdraient de leurs prétentions mystificatrices, mais ils y gagneraient au change parce que pour une fois nous pourrions confronter de véritables pratiques du changement historique, sinon des ouvrages et des combats plus prometteurs.

Fin du texte